

CAMARADE !

PAR ET POUR LES JEUNES SYNDICALISTES



ÉDITO

Par le comité de rédaction

Chaque année, la grève du 8 mars nous permet de combattre les inégalités : les femmes gagnent toujours 21% de moins que les hommes, elles bénéficient d'un moins bon accès au service public, et les tâches ménagères représentent 9 heures et demie de travail supplémentaire par semaine. Si les femmes ont gagné de nombreux droits ces dernières décennies, il en reste encore beaucoup à gagner.

Pour inverser la tendance, en parallèle des mobilisations de terrain, les élections sociales sont un rendez-vous à ne pas manquer. C'est l'occasion pour nos camarades d'occuper la place qui leur est due et de concrétiser les revendications féministes par l'action syndicale. Rappelons que les secteurs majoritairement féminins sont sans cesse victimes de coupes budgétaires ainsi que de conditions de travail dégradées. C'est là que l'action syndicale doit se concrétiser !

Les exemples d'héroïsme des travailleuses à travers l'Histoire ne manquent pas : les mobilisations des ouvrières du textile en 1910, la grève de 1966 à la FN Herstal, et plus récemment, la lutte acharnée qu'ont menée les Delhaiziennes, mais également celle des travailleuses en titres-services.

L'année 2024 est charnière d'un point de vue électoral. En plus des élections sociales, le personnel politique sera renouvelé dans tous les échelons de pouvoir. Les enjeux sont de taille et détermineront comment nous lutterons dans les années à venir. Il s'agira de choisir entre un syndicalisme sur la défensive ou d'un syndicalisme de conquêtes sociales.

DOSSIER THÉMATIQUE

2 GRÈVE DU 8 MARS : JOURNAL DE BORD

3 ÉTUDIANTES, SYNDICALISTES ET FÉMINISTES

ANALYSE

5 COMMENT LE MR ORGANISE LA PÉNURIE DES "TALENTS"

REVIEW LIVRE & FILM

7 LES LIBÉRAUX N'AIMENT PAS LES FEMMES

8 TITANE, CHEF D'ŒUVRE DU FILM DE GENRE SOCIÉTAL

EN RÉGIONALE

9 LE 8 MARS EN RÉGIONALE

SECRÉTARIAT

10 RESSOURCES FÉMINISTES



QUI SOMMES-NOUS ?

Les Jeunes FGTB sont un mouvement progressiste et autonome. Nos membres adhèrent aux idéaux antiautoritaires et aux objectifs de révolution sociale de la FGTB. Nous nous voulons être une force de changement et d'innovation, y compris au sein de la FGTB. Nous souhaitons construire des rapports de force en développant une dynamique participative, avec le contrôle des travailleur-euses et des étudiant-es.

Les Jeunes FGTB agissent pour un changement radical de société où chacun-e puisse jouir de tous les droits en sa qualité d'être humain, où le partage de toute forme de richesse et l'égalité entre toutes soient effectifs. Iels agissent pour un réel développement durable et universel. En ce sens, nous rejetons les valeurs du capitalisme et du néolibéralisme. Ensemble, nous luttons contre l'exclusion et toute forme de discrimination.

Les Jeunes FGTB poursuivront leurs buts en collaboration avec tout groupe qui a les mêmes objectifs ou la même vision de l'action à mener, tout en gardant leur indépendance. Dans cette perspective, nous nous prononçons sans ambiguïté pour la primauté de l'action interprofessionnelle et universaliste – espace par excellence de la solidarité – et contre tout corporatisme.

Le média *Camarade !* a fait le choix d'employer l'écriture inclusive. Nous pensons que la codification académique de la langue française est un outil de domination et qu'il est nécessaire de continuer à faire évoluer le français dans une optique progressiste face à l'immobilisme instauré par une poignée d'hommes sexistes et conservateurs au sein d'institutions cherchant à figer et réglementer la langue. Nous sommes convaincu-es que le langage peut être vecteur de changement et que l'emploi de l'écriture inclusive peut participer à réduire l'invisibilisation des femmes et à sortir de la binarité en visibilisant les minorités de genre.

Dans ce contexte, toutes les personnes interviewées pour notre journal sont averties que toutes leurs citations sont rendues inclusives à la publication. Par ailleurs, lorsqu'un genre est surreprésenté au sein d'un groupe de personnes et qu'en faire la mention visibilise la nature genrée d'une situation que l'on souhaite dénoncer, nous ferons le choix de ne pas rendre l'énoncé inclusif : dire que « les aide-ménagères exploitées » sont majoritairement des femmes et « les grands patrons » des hommes a un sens militant que nous ne souhaitons pas effacer.

GRÈVE DU 8 MARS : JOURNAL DE BORD

PAR LUCILE DE REILHAN // CHARGÉE DE COMMUNICATION AUX JEUNES FGTB

05:30 Je me lève et prends un café : la journée va être longue. Après avoir vérifié si les piles sont bien dans le gueleo et les tracts dans mon sac, je rejoins le point de rendez-vous.

07:00 Le gréibus démarre depuis la Gare du Nord. Il n'est pas encore tout à fait rempli, mais je sais que beaucoup de grévistes nous rejoindront au fur et à mesure de la tournée des piquets. L'atmosphère est remplie d'excitation à l'idée de passer la journée toutes ensemble dans une atmosphère de lutte et de solidarité.

07:30 Nous arrivons au piquet de grève de l'aéroport de Zaventem. Une quarantaine de syndicalistes, en front commun, sont rassemblé·es autour d'un piquet de grève. À notre arrivée, des prises de paroles se succèdent et on partage un café.

09:00 Les travailleuses des plannings familiaux organisent des activités à Anderlecht.

10:00 Le bus se remplit presque entièrement. Nous rejoignons l'action devant le tribunal de la famille des Mères Veilleuses et Avocates sur la place Poelaert. Celle-ci est suivie par une action de la ligue des travailleuses domestiques sans papiers.

11:00 Nous arrivons à Saint-Gilles, place Bethléem. Une action de solidarité avec les femmes palestiniennes est en cours. L'occasion de mettre en avant l'impact du génocide et du blocus imposé à Gaza par Israël sur les femmes : manque de lits d'hôpitaux, impossibilité de rester en convalescence après son accouchement, privation de protections menstruelles... Les activistes rappellent également la colonisation et le système d'apartheid qu'Israël entretient depuis plus de 75 ans et envoient leur soutien aux luttes décoloniales.

11:45 Chaussée de Wavre, les travailleuses de la maison médicale Free Clinic sont en grève. Une travailleuse du planning familial prend la parole pour expliquer que leur travail est directement lié aux droits des femmes et aux violences économiques et physiques qu'elles subissent. Les travailleuses clôturent le piquet avec une chorégraphie occupant la rue en hommage aux cinq femmes iraniennes qui se sont révoltées contre le régime en mars 2023.

12:30 Place du Congrès, les travailleuses du secteur associatif se rassemblent pour protester contre le manque de moyens qui les frappe concrètement chaque jour.

13:00 Une camarade m'envoie des photos du rassemblement de Louvain-la-Neuve. Les manifestantes y tiennent un village associatif avec de nombreux stands. Leur rassemblement dénonce notamment l'inaction de l'UCLouvain concernant les violences sexistes et sexuelles de certains membres du personnel.



13:15 Nous arrivons à l'ULB. Plus d'une centaine d'étudiantes tiennent un piquet de grève à l'entrée du campus du Solbosh. Elles sont accompagnées des déléguées de la CGSP avec qui, dès l'aube, elles ont bloqué la quasi totalité de l'université, suivant le mot d'ordre : quand les femmes s'arrêtent, le monde s'arrête. S'ensuit alors un moment émouvant, mais plein d'énergie, de prises de parole libres où les étudiantes partagent leurs expériences du sexisme dans ou en-dehors de l'université. L'Union Syndicale Etudiante rappelle que ce sont les mouvements sociaux et la construction d'un rapport de force qui font avancer les revendications, faisant écho à leur victoire de l'année passée sur l'obtention de distributeurs de protections menstruelles gratuites.

14:30 Au Boulevard Brand Whitlock, à Woluwé-Saint-Lambert, le Comité Femmes sans papiers nous accueille dans leur occupation.

17:00 Dans une effervescence qui fait plaisir à voir, 30 000 personnes démarrent du Mont des Arts à Bruxelles pour la manifestation nationale annuelle du 8 mars. Si le soleil n'y est sans doute pas pour rien, je ne peux m'empêcher de penser que c'est le travail quotidien des féministes partout en Belgique qui a mobilisé autant de personnes. La lutte se construit, et le combat se poursuivra !

18:00 La manifestation organisée à Charleroi démarre de la Place de la Digue. Près d'un millier de personnes du Pays Noir défilent dans les rues.



ÉTUDIANTES, SYNDICALISTES ET FÉMINISTES

PROPOS RECUEILLIS PAR LE SECRÉTARIAT FÉDÉRAL DES JEUNES FGTB //



SOPHIE, 23 ANS. Elle est étudiante en anthropologie et milite à l'USE, Union syndicale étudiante, depuis un peu moins d'un an.

ISIS, 22 ANS. Elle étudie la criminologie et milite à l'USE depuis trois ans. Elle occupe le mandat cadet qui permet d'entretenir les liens avec la FGTB.

// POUVEZ-VOUS M'EXPLIQUER COMMENT VOUS AVEZ COMMENCÉ À MILITER ? QUI VOUS A INTRODUIT AU MILITANTISME ?

_____ **Sophie**

J'ai commencé à militer pour la grève du 8 mars l'année dernière. Ma colocataire était dans le cercle féministe et m'a proposé de venir aux réunions. Je l'ai accompagnée et commencé à m'investir. Comme ça m'a plu et que j'avais envie de continuer, j'ai rejoint le syndicat qui était à mes yeux la meilleure synthèse de toutes les revendications. Nous luttons pour les droits des femmes, mais aussi pour de meilleures conditions de travail et contre la précarité.

_____ **Isis**

En ce qui me concerne, je suis un peu un pur produit de la génération d'élèves qui ont manifesté pour le climat. Évidemment, le féminisme est aussi une porte d'entrée, comme pour beaucoup de femmes. Ce sont les premières expériences d'oppression qu'on subit en tant qu'individu et où on voit les inégalités structurelles.

J'ai rejoint l'USE pendant la crise Covid. La précarité étudiante avait explosé comme on ne pouvait plus avoir de jobs étudiant, que les aides sociales étaient difficiles d'accès et que l'ULB ne faisait pas grand-chose pour faciliter l'organisation des cours. Un ami qui était déjà syndiqué m'a invité à des réunions pour préparer les manifestations *Jeunesse en lutte*. Celles-ci ont rassemblé des centaines d'étudiant-es et la possibilité de régler des problèmes collectifs m'a plu. J'ai donc continué à me mobiliser avec le syndicat contre toutes les injustices que les étudiant-es rencontrent.

// QUELLES ONT ÉTÉ LES LUTTES ÉTUDIANTES DANS LESQUELLES VOUS VOUS ÊTES IMPLIQUÉES DERNIÈREMENT ?

_____ **Isis**

On a démarré une lutte contre la réforme du Décret Paysage avec la Fédération des Étudiant-es Francophones, le Bureau des étudiants administrateur-trices, et d'autres organisations politiques. Elle n'a malheureusement pas encore abouti par manque de rapport de force.

Mais nous venons de remporter une lutte concernant le sous-encadrement des étudiant-es à l'ULB. Après un an et demi de mobilisation avec la CGSP

Enseignement Recherche, les autorités de l'université se sont engagées à recruter 51 assistant-es. Il faut se rendre compte que par manque de financements, nos auditoires pour les travaux pratiques étaient surchargés, on ne pouvait pas poser toutes nos questions aux assistant-es, nos examens étaient des questions à choix multiples qui n'évaluent pas vraiment l'apprentissage réel.

Il y a d'autres luttes qui dépassent les murs de l'ULB : la grève féministe du 8 mars, les actions de solidarité avec les grévistes de Delhaize, et actuellement les mobilisations en solidarité avec la Palestine. Il y a encore beaucoup d'universités belges qui entretiennent des liens et contribuent au financement d'Israël d'une manière ou d'une autre. On essaye de créer de la visibilité dessus pour qu'elles coupent leurs liens et ne financent pas le génocide en cours.

Il y a également eu la lutte pour la rémunération des stages. La Belgique est l'un des seuls pays en Europe à ne pas rémunérer ses stagiaires. Concrètement, ça signifie que des étudiant-es passent un trimestre voire une année à travailler gratuitement. Cette lutte nous semblait importante même si nous sommes déçues du résultat.

// QUELLES SONT LES LUTTES À VENIR POUR 2024 ?

_____ **Sophie**

Nous allons nous mobiliser sur la question du logement. À l'ULB, les kots disponibles sur le campus sont insalubres. L'université estime que leur rénovation et entretien n'est pas prioritaire alors que ça contribue à la précarité étudiante. Sans parler du fait que l'institution grignote chaque année les aides sociales.

Il y a aussi la question de l'alimentation où l'ULB tente de restreindre l'accès aux plats à 2€. Ils souhaitent les réserver aux boursiers et boursières, mais la précarité étudiante ne concerne pas que celles et ceux qui bénéficient d'une bourse. Celles-ci sont particulièrement difficiles d'accès.

_____ **Isis**

Nous allons également poursuivre la lutte pour un meilleur encadrement des étudiant-es. Notre première mobilisation était une première étape en vue d'obtenir une victoire atteignable. Le recrutement de 51 assistant-es n'est pas une solution à long terme : elle concerne l'ensemble des différentes facultés de l'ULB qui compte 40.000 étudiant-es.

Nous avons prévu d'autres mobilisations avec la CGSP sur la question du sous-financement structurel de l'enseignement supérieur francophone.

// EN TOILE DE FOND C'EST CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉTUDIANTE QUE VOUS LUTTEZ ?

_____ Isis

C'est ça. Actuellement, les responsables politiques considèrent que les étudiant-es doivent être pris en charge par leurs parents en dessous de 25 ans, mais c'est stupide. Certaines familles n'en ont pas les moyens : payer un logement à part entière, la nourriture et le matériel sont des coûts trop élevés. Et il n'y a pas grand-chose de prévu pour les étudiant-es qui seraient en rupture avec leur famille.

Il y a aussi les conditions de travail des jobistes. De plus en plus d'étudiant-es doivent travailler pour subvenir à leurs besoins. Pourtant, des études montrent bien que le fait de travailler pénalise les possibilités de réussir ses cours. Il faut aussi penser que les étudiant-es ont le droit à une vie en dehors des cours et du travail, c'est une question de santé mentale. Le système actuel favorise les étudiant-es bourgeois-es qui ont le temps de se consacrer à leurs cours, c'est de la pure reproduction sociale.

_____ Sophie

Avec le système actuel, les étudiant-es sont moins payé-es que les salarié-es classiques. Les patrons profitent de la précarité pour avoir moins de frais de personnel et s'en mettre plein les poches.

// POURQUOI LES ÉTUDIANT-ES DEVRAIENT SE SYNDIQUER ?

_____ Sophie

Avant tout, se syndiquer permet de connaître ses droits. Il y a beaucoup d'étudiants et d'étudiantes qui viennent à nos permanences d'entraide sociale. C'est légitime de ne pas forcément tout connaître et se taper des centaines de pages de règlements. Nous sommes là pour les informer et les défendre.

C'est aussi nécessaire pour rééquilibrer le rapport de force avec les institutions universitaires, qu'elles soient administratives ou professorales. Il faut faire comprendre que l'institution n'a pas tous les droits qu'elle veut sur les étudiant-es. Nous avons une vie en dehors du campus et des besoins à défendre : se loger, manger sainement, avoir des conditions de travail décentes, etc.

Le syndicat permet de connecter tous ces aspects et faire prendre conscience que nous avons des droits que les patrons, les propriétaires ou encore l'administration n'ont pas à avoir.

// QU'AVEZ-VOUS PRÉVU POUR LE 8 MARS ?

_____ Isis

Un premier élément important à préciser est que nous essayons de sortir du corporatisme étudiant. Nous ne sommes pas les seules femmes du campus. Il y a d'autres travailleuses comme le personnel d'entretien, les assistantes, les travailleuses de Sodexo, etc. Nous nous mobilisons avec la CGSP ainsi que les travailleuses d'ISS¹. Nous essayons d'avoir les revendications qui touchent tous les secteurs présents dans l'université.

_____ Sophie

Une des revendications du 8 mars à l'ULB porte sur les mesures de lutte contre les discriminations qui sont vécues quotidiennement par les femmes. Les cas de harcèlement et de VSS² sont mal traités par l'ULB et les cellules qui devraient s'en occuper. Il existe de nombreuses violences entre étudiant-es, ainsi que du corps professoral sur les étudiant-es.

Les travailleuses des boîtes de sous-traitance ne bénéficient pas de la même protection et avantages que le reste du personnel de l'ULB. Par exemple, les travailleuses d'ISS n'ont pas accès à la crèche de l'ULB ou des réductions au restaurant universitaire. Les questions liées à la maternité sont importantes, y compris chez les étudiantes.

_____ Isis

Nous poursuivons également la lutte contre la précarité menstruelle. À la suite du 8 mars de l'année passée, nous avons obtenu des autorités que des protections menstruelles gratuites seraient disponibles dans tout l'ULB. Mais l'université n'a actuellement fait qu'un projet pilote.

En termes de mobilisation, nous comptons encore rassembler plus d'une centaine de personnes sur le piquet de grève au Solbosch.

// QUELLE EST LA DIFFÉRENCE ENTRE L'UNION SYNDICALE ÉTUDIANTE ET LES DIFFÉRENTS ORGANES DE REPRÉSENTATION ÉTUDIANTE ?

_____ Isis

Nous sommes assez critiques des élections étudiantes comme elles existent aujourd'hui. On constate que chaque année, les étudiant-es participent très peu à ces élections. Pas grand monde se sent concerné par celles-ci et connaît qui sont les délégué-es.

On part de ce premier constat. En plus, la marge de manœuvre des représentant-es des étudiant-es est minime. Ils ont à peu près 20% des sièges dans les organes de concertation et pèsent très peu. Ces réunions sont également opaques et au final très peu d'informations sont partagées aux étudiant-es. Il faut développer tout un réseau de contacts pour les obtenir.

Alors, on ne nie pas que leur création a été quand même une grande victoire étudiante à un moment donné. Mais nous doutons que cette forme d'engagement permette de créer le rapport de force suffisant pour permettre aux étudiant-es d'agir sur leurs conditions.

Nous sommes également un syndicat de classe. Nous ne souhaitons pas être membres des conseils d'administration des établissements d'enseignement supérieur. Nous souhaitons plus de concertation collective, mais sans prendre la casquette d'employeur et de gestionnaire. Nous pensons que l'affiliation individuelle permet un meilleur engagement, et surtout promouvoir la démocratie interne. Quand tu t'affilies chez nous, tu sais qui te représente et tu le choisis directement. Notre forme d'organisation est plus souple et permet à chacun-e de s'investir en fonction du temps qu'il peut y mettre.



- 1 La société de sous-traitance qui se charge de l'entretien de l'ULB.
- 2 Violences sexistes et sexuelles

COMMENT LE MR ORGANISE LA PÉNURIE DES "TALENTS"

UNE ANALYSE DE JULIEN SCHARPÉ // CHARGÉ DE COMMUNICATION AUX JEUNES FGFB

La question des métiers en pénurie revient périodiquement dans l'arène médiatique. Différents acteurs du monde patronal expriment leurs difficultés à recruter des *talents*¹ et trouver des solutions pour remédier à cette problématique².

Sans surprise, la réponse des partis de droite consiste généralement à opposer les chiffres du chômage en Wallonie à ceux des postes vacants³, comme si les freins à l'embauche se limitaient à de la mauvaise volonté. Il n'existe pas une semaine où Georges-Louis Bouchez ne s'attaque à l'assurance chômage et n'essaie de faire de la limitation des allocations dans le temps un enjeu électoral.

Le Mouvement Réformateur est pourtant le parti qui nuit le plus à l'accès au travail. Les réformes successives menées par les libéraux dans l'enseignement supérieur visent à restreindre le nombre d'étudiant-es, et en bout de course, le nombre de travailleur-euses hautement qualifié-es.

QUELS SONT LES MÉTIERS EN PÉNURIE ?

En décembre 2023, les trois secteurs comptant le plus de postes vacants étaient le non-marchand, les sciences & services, et l'industrie. Ils représentent à eux seuls 55,6% des emplois à pourvoir et sont rarement cités lorsque les libéraux déplorent le manque de main-d'œuvre.

On peut diviser les métiers en pénurie en deux catégories distinctes. La première porte sur les métiers lourds et mal rémunérés, la Cellule de lutte contre les discriminations a publié une étude⁴ en décembre 2022 qui mettait en lumière le manque d'attractivité des contrats proposés : faibles salaires, contrats à durée déterminée, travail à temps partiel, etc.

La seconde catégorie porte sur les métiers hautement qualifiés. Les postes en pénurie concernent notamment le secteur informatique, les métiers de la santé ou encore l'ingénierie industrielle. Il s'agit de postes clefs dans les trois secteurs d'activité les plus touchés.

Pour avoir une idée du niveau de qualification requis pour obtenir un emploi, prenons par exemple une source qu'on ne peut pas reprocher d'avoir des collusions syndicales. La Fédération belge des industries chimiques présentait dans son baromètre annuel de 2022 cette répartition des opportunités d'emploi selon le niveau de qualification⁵ : 26% enseignement secondaire supérieur, 32% bachelier, 19% master, 15% ingénieur, 9% doctorat.

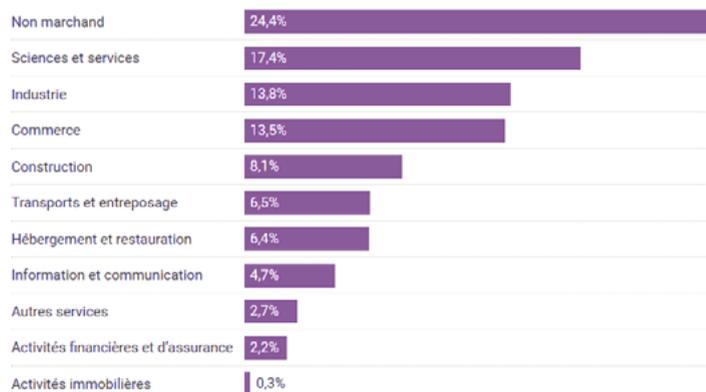
Selon la même source, les métiers en développement dans le secteur industriel de la chimie sont les analystes de donnée, les experts en intelligence artificielle et différents métiers liés à la digitalisation. Des postes nécessitant au minimum un bachelier dans lequel les étudiant-es apprennent à travailler la gestion de bases de données ; comme des sociologues ou des ingénieur-es en informatique.

Y compris dans le non-marchand, de nombreux emplois nécessitent aujourd'hui un niveau de qualification élevé. Il n'est pas possible de forcer quelqu'un à s'improviser médecin, infirmier-ère ou aide-soignant-e. La question de l'accès aux formations et qualifications doit être pensée à une échelle bien plus large que les débats actuels sur l'efficacité du Forem et d'Actiris⁶.



1/4 DES POSTES VACANTS DANS LE NON MARCHAND (ÉDUCATION, SANTÉ, ADMINISTRATION,...)

Répartition des emplois vacants par secteurs d'activité.



Données de décembre 2023.

Graphique: L'Echo - Source: Statbel

LES CAUSES DE L'INEMPLOI EN WALLONIE

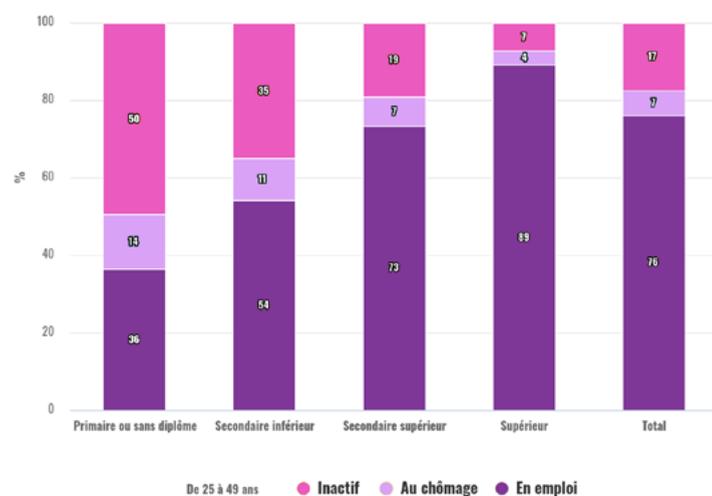
Paradoxalement, la demande d'emploi n'a jamais été aussi élevée en Belgique sans que l'ensemble des travailleur-euses de Wallonie en profitent. La région connaissait encore un chômage de 8% au premier trimestre 2023 contre 3% en Flandre. Observer la répartition du niveau de diplôme au sein de la population permet de mieux comprendre cette différence.

Comme le montrent les statistiques de l'IWEPS, L'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, les travailleur-euses disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur sont celles qui souffrent le moins du chômage⁷. Elles connaissent un taux de chômage frictionnel de 4% qui correspond aux standards d'une économie de plein emploi. Alors que l'Union Européenne s'est donnée comme objectif un taux d'emploi de 80%, les diplômé-es wallon-nes de l'enseignement supérieur atteignent déjà un taux d'emploi de 89%.

Le taux d'emploi baisse à 36% pour les personnes sans diplôme ou disposant uniquement de leur CEB. Dans une moindre mesure, les personnes disposant uniquement de leur diplôme secondaire inférieur connaissent des difficultés d'accès à l'emploi similaires.

Selon, Statbel⁸ la population âgée de 30-34 disposant d'un diplôme d'enseignement supérieur est de 56,2% en Flandre et de 44,3% en Wallonie. La disparité entre les deux régions explique en partie les difficultés pour la Wallonie de résorber son taux de chômage et pose la question des politiques d'accès à l'enseignement supérieur.

Répartition de la population wallonne selon le statut BIT, par niveau de diplôme et catégorie d'âge (2022)



Highcharts | Source(s) : Statbel – Enquête sur les Forces de Travail, 2022 (Moyenne annuelle) ; Calculs : IWEPS

CŒUR À DROITE ET LE PORTEFEUILLE À DROITE

L'enseignement francophone en Belgique est connu pour être l'un des plus inégalitaires des pays de l'OCDE. Contrairement aux idées reçues, son niveau est bon mais connaît une ségrégation sociale extrêmement forte.

En 2000, une étude⁹ montrait que seuls 2% des étudiant-es diplômées de l'université étaient issus de milieux ouvriers. Depuis, aucun recensement n'a été réalisé pour observer l'évolution des inégalités. Les responsables académiques et politiques considéraient cette question plutôt gênante comme une problématique à mettre sous le tapis. La priorité des politiques d'enseignement a surtout porté sur la présence des universités dans des classements internationaux et la nécessité de résorber les conséquences de la hausse des inscriptions.

Pour répondre à la « massification » de l'enseignement supérieur, différents examens d'entrée et concours ont été mis en place dans des filières comme l'ingénierie civile et la médecine. Cette année, l'entrée en vigueur d'une réforme du décret Paysage restreint les conditions d'admission des étudiant-es et en exclut des milliers de leur cursus.¹⁰ Les solutions des libéraux concernant le manque d'encadrement des étudiant-es se résument toutes à exclure les étudiant-es rencontrant des difficultés. Les politiques d'accès à l'enseignement supérieur ont également été marquées par le manque de politiques sociales. Les solutions proposées par les libéraux ont consisté à accroître la flexibilisation des jobs étudiants comme s'il était possible d'ajouter indéfiniment des heures de travail en plus de suivre cours.¹¹

CE QUE VEULENT LES LIBÉRAUX

Au regard des politiques menées par le MR au sein de l'enseignement supérieur et les besoins de la Wallonie en termes d'emploi, le discours de Georges-Louis Bouchez apparaît comme déconnecté de la réalité. On comprend assez vite qu'il attaque davantage l'assurance chômage qu'il ne cherche de solutions pour résoudre les difficultés économiques que connaissent les bassins industriels wallons.

Il semble évident que tendre un clavier à un-e travailleur-euse sans emploi pour en faire un-e analyste de donnée ou porter un stéthoscope est insuffisant pour travailler en hôpital. La question de l'accès à la formation doit être prise au sérieux et ne devrait pas être prisonnière de vulgaires campagnes de marketing électoral.

L'attitude du MR témoigne de leur tournant réactionnaire. À leurs yeux, l'accès aux diplômes universitaires doit rester un privilège de classe. Il n'est pas question d'élever l'accès à l'emploi de qualité pour toutes et tous, mais de baisser le niveau de vie de ceux qui ont déjà le plus de difficultés.

En s'attaquant à l'assurance chômage, les libéraux savent très bien qu'ils s'attaquent à la capacité des syndicats de négocier à la hausse des salaires. Leur seul objectif est de détourner l'attention médiatique sur des enjeux qui les dérangent depuis plusieurs années : la nécessité d'investir dans l'enseignement public et réviser la loi de 96.

- <https://www.manpower.be/fr/penurie-de-talents>
- Comment les entreprises font face à la pénurie de main-d'œuvre, L'Écho, 10 septembre 2022
- <https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/federal/un-front-de-quatre-partis-pour-limiter-le-chomage-dans-le-temps/10464701.html>
- Un autre regard sur les fonctions critiques & les métiers en pénurie, CLCD, Décembre 2022
- Le nombre d'opportunités d'emploi dans le secteur pharma, biotech et chimique atteint des records, Essenscia, 1er juillet 2022
- Le Forem pas suffisamment efficace pour Maxime Prévot (Les Engagés) : « C'est un mammoth », rtbof.info, 22 décembre 2022
- <https://www.iweps.be/indicateur-statistique/niveau-de-diplome-de-population-de-25-ans-plus/>
- <https://statbel.fgov.be/fr/themes/emploi-formation/formation-et-enseignement/niveau-d-instruction>
- Actes du 1^{er} Congrès des chercheurs en éducation, 24-25 mai 2000, Bruxelles, Ministère de la Communauté française
- <https://use.be/la-reforme-du-decret-paysage/>
- Théoriquement, une année de cursus académique correspond à 1800h d'activité.

LES LIBÉRAUX N'AIMENT PAS LES FEMMES

ESSAI SUR L'AUSTÉRITÉ PAR AURÉLIE LANCTÔT // PARU EN 2015 AUX ÉDITIONS LUX
REVIEW PAR PAR FLORIAN GILLARD // ANIMATEUR AUX JEUNES FGTB



C'est avec ce titre provocateur que la chercheuse en droit Aurélie Lanctôt constate que les politiques néolibérales mises en place au Québec portent en elles une dimension sexiste, en plus d'être vectrices d'inégalités sociales. À travers plusieurs exemples sur la manière dont l'austérité détruit plusieurs secteurs principalement féminins et essentiels à la société, l'auteurice montre comment la lutte contre ces politiques est un enjeu féministe crucial.

« Les libéraux sont pourtant bien souvent en faveur des droits des femmes » pourrait-on rétorquer. En théorie, oui. En opposition aux réactionnaires, les libéraux se posent souvent en défenseurs des libertés individuelles et cela inclut par exemple le droit à l'avortement, un meilleur accès à la contraception, plus de droits pour les personnes LGBT, la dénonciation du racisme, etc. La mise en place d'une égalité de droits leur tient à cœur, et à raison. Mais derrière ce progressisme de façade se cache une augmentation des inégalités sociales, dont les femmes en sont les premières victimes.

En effet, les politiques économiques d'austérité portées par le gouvernement libéral de Philippe Couillard au Québec en 2015, mouvement déjà amorcé à la fin des années 2000, ont fortement attaqué les services publics de la santé et de l'éducation, secteurs dont la majorité des travailleuses sont des femmes. Sous couvert d'un « contexte budgétaire difficile », les libéraux ont décidé de réduire les « dépenses » publiques, tout en injectant de l'argent dans le secteur privé afin de relancer l'économie¹. Le manque de financement des services publics et sociaux a doublement impacté les femmes : en tant que travailleuses et comme usagères. En faisant le choix du privé au détriment du public, les libéraux font un bond en arrière dans le chemin vers l'égalité hommes/femmes.

Écoles, crèches, hôpitaux publics, services sociaux, maisons de jeunesse, banques alimentaires ; tout y passe ou presque. Ces services, considérés comme non-rentables, ne sont vus par les libéraux que comme des chiffres à équilibrer et non comme des piliers indispensables à la société dans son ensemble. La gratuité (ou presque) de ces services s'efface pour donner place à une hausse des frais pour leurs bénéficiaires, accompagnée d'un manque de personnel dû au dé-financement structurel mis en place pour réduire les dépenses publiques. Les garderies coûtent plus cher, les salles de classe sont de plus en plus remplies, l'accès à l'avortement est restreint, les postes dans les hôpitaux sont supprimés et les centres pour femmes battues disparaissent. Doit-on expliquer les effets

délétères de ces politiques sur la grande partie de la population qui n'a pas les moyens d'accéder au privé et sur l'explosion des inégalités sociales qui en découle ? Doit-on également s'étendre sur le danger de confier la santé et l'éducation à des entreprises obéissant à la loi du profit ?

En se cachant derrière des arguments techniques et impersonnels, les libéraux essaient de faire passer leur programme politique comme la seule solution possible, rappelant le célèbre TINA (« There is no alternative ») de Margaret Thatcher. Pourtant, les politiques d'austérité sont bien le fruit de choix politiques et idéologiques et non d'une soi-disant rationalité mathématique que la droite instrumentalise à ses fins.

Afin de justifier ces attaques faites aux femmes et aux pauvres, les libéraux mettent donc également en avant leur vision du féminisme : celle d'une politique de réussite et d'émancipation personnelle. L'obstacle majeur de l'égalité hommes/femmes se situerait dans le fait qu'il n'y ait pas assez de femmes dans des postes à responsabilité et qu'elles ne soient pas encouragées à avoir de l'ambition... Bref, un féminisme centré autour de la *self-made woman*. S'il est clair que la sous-représentation des femmes dans les postes à responsabilité est symptomatique d'une société encore traversée par des structures patriarcales, cette vision du féminisme fait fi de l'immense majorité des femmes qui n'ont pas accès aux lieux où se passent les « vraies affaires ».

De plus, cette représentation du féminisme s'inscrit dans l'idée néolibérale du capital humain, consistant ici à déplorer le manque de femmes dans les directions d'entreprises car elles seraient tout autant de talents non exploités à leur juste valeur. Pour les libéraux, le féminisme n'a lieu d'être que s'il est rentable et non car il est porteur d'égalité et d'émancipation collective.

En Belgique, comme dans nombre de pays où les recettes libérales ont été appliquées, le tableau n'est pas plus gai que celui dépeint

dans ce livre. Les revendications et observations du Collectif 8 maars pour la grève de 2024 montrent bien la nécessité de se battre contre les politiques mises en place par les gouvernements libéraux successifs :

- ▶ Un réinvestissement majeur dans les crèches et les services publics ;
- ▶ Un salaire minimum élevé et une meilleure rémunération des secteurs féminisés ;
- ▶ Plus de budget pour la prévention des violences sexistes et sexuelles envers les femmes et les enfants.

Pour terminer sur une note d'espoir, citons l'auteurice de ce livre que nous ne pouvons que recommander :

« Les libéraux veulent des « battantes ». Ils auront des femmes qui se battent. »



1 Notons que ces secteurs privés concernent ceux de la construction et de l'exploitation des matières premières, dont la main-d'œuvre est essentiellement masculine et lieu de travail hostile aux femmes. Entre 2011 et 2014, après un développement économique rapide sur la Côte-Nord au Québec, le nombre d'agressions sexuelles a presque doublé et les cas de violences conjugales ont triplé dans la région.

TITANE, CHEF D'OEUVRE DU FILM DE GENRE SOCIÉTAL

PAR BENJAMIN VANDEVANDEL // FORMATEUR AU CEPAG



Depuis quelques années, le monde du cinéma est sujet à une forme de renouveau dans l'attribution de ses plus hautes récompenses : Oscar du meilleur film, en plus de celui du meilleur film international, pour un métrage sud-coréen (*Parasite*, 2019), 1^{er} Golden Globe attribué à une actrice autochtone (Lily Gladstone, 2024), 1^{ère} actrice asiatique lauréate de l'Oscar correspondant (Michele Yeoh, 2023), ... et 1^{ère} Palme d'Or attribuée à une réalisatrice seule¹, à savoir à Julia Ducournau pour son film *Titane* en 2021. Ces prix ont, comme on pouvait s'y attendre, provoqué l'ire de certains médias conservateurs et ce pour les raisons habituelles : dictature des minorités, notion de « quotas », faire plaisir aux féministes, « wokisme », ... Nous avons l'habitude. Mais en y regardant de plus près, le cas de *Titane* est également un signe de renouveau cinématographique qui tend à déplaire tout autant à la presse classique et ce pour des raisons bien différentes de celles des extrémistes notoires.

En guise de préambule, un bref résumé s'impose : Alexia est victime enfant d'un grave accident de voiture qui lui impose la greffe d'une plaque de Titane dans le crâne. Devenue adulte, elle est incapable de se lier avec qui que ce soit, toute tentative de relation se soldant par une incontrôlable pulsion meurtrière ; elle n'est au final capable de relation sensorielle et sexuelle qu'avec des voitures. Recherchée comme tueuse en série, elle cache ses atouts féminins afin de se faire passer pour Adrien, enfant disparu 10 années plus tôt et de retour chez son père Vincent. Elle se rend compte alors qu'elle est tombée enceinte d'une créature hybride.

Le métrage de Ducournau fut non seulement l'objet de critiques de la part des conservateur-rices pour les thèmes qu'il aborde (soi-disant métrage pro-trans, anti-homme car mettant en scène la masculinité toxique, déviant et contraire à la bonne morale, violence gratuite ...), mais aussi de la part de journalistes « classiques » par le simple fait de son appropriation de caractéristiques du cinéma dit « de genre² ». Pour donner une illustration, Hugues Dayez³ vit dans cette récompense « le désolant triomphe du cinéma creux et tape-à-l'œil. » On sait le chroniqueur cinéma de la RTBF très peu porté sur le cinéma de genre (ce qui est son droit le plus strict), mais nous ne pouvons souscrire à une telle affirmation tant le film de Ducournau est l'exemple type d'une œuvre riche et profondément ancrée dans son époque.

En effet, la réalisatrice nous offre un traitement novateur sur des thématiques qui résonnent dans l'actualité : la notion de genre, le patriarcat, la recherche de la perfection anatomique, la quête de liens sociaux et amoureux ou encore le rapport à la maternité. Julia Ducournau s'approprie ses notions au travers du parcours de son héroïne Alexia (brillamment interprétée par Agathe Rousselle) en en faisant tour à tour un personnage féminin, androgyne ou masculin. Par la mise en scène, la musique, le bruitage, la photographie ou encore l'éclairage, Ducournau s'empare des stéréotypes genrés pour mieux les tordre, les transformer et au final démontrer leur profonde vacuité, le point d'orgue étant atteint lorsque Vincent (Vincent Lindon, phénoménal en sexagénaire accro aux stéroïdes) affirme à Alexia qu'il se fiche de connaître son (ses) identité(s). Pour lui, tel est son enfant disparu-e il y a 10 ans et il l'aimera toujours comme tel-le. Reconnu-e en tant qu'être humain, Alexia/Adrien trouve son humanité et est enfin capable de sentiments sans envie irrépressible de tuer. Ducournau porte à notre réflexion les injonctions sociétales irréalisables dont on nous abreuve, souvent sans aucun sens, et que nous nous efforçons pourtant souvent d'atteindre : idéalisation du corps parfait, cacher son vieillissement, respecter des codes absurdes de virilité ou de féminité, hiérarchiser et classer, ... Clairement, les normes sociétales en prennent plein la gueule.

Ajoutons que le choix de faire de son drame psychologique un métrage aussi hybride que son personnage principal est un parti-pris réussi. *Titane* est tour à tour triste, grotesque, parfois drôle, ... mais aussi violent et gore en appelant aux codes du cinéma d'horreur. Le genre n'est guère mis en avant et fort déprécié dans le cinéma hexagonal et ce depuis des décennies ; le sacre de *Titane* est aussi celui d'un cinéma qui fut très longtemps censuré et parfois affublé de la classification « X » interdisant toute exploitation en salles. La consécration de *Titane* est la marque d'une génération d'artistes qui, en intégrant les jurys décisionnaires, rend hommage à des œuvres que certain-es de leurs prédécesseur-euses auraient cachés dans l'arrière-salle des vidéoclubs.

Rappelons-nous enfin que le cinéma de genre a été marqué par des figures féminines qui démolissent les rôles imposés par le patriarcat. Helen Ripley de la saga *Alien* est une meneuse d'homme, Sarah Connor est la figure de la résistance dans *Terminator*, Sidney Prescott vient à bout des tueurs de *Scream*, Furiosa succède à *Mad Max* et Lorraine comme Maxine tiennent les rênes du pouvoir dans *X*.

En conclusion, le métrage semble une nouvelle étape dans la réflexion transhumaniste (voire posthumaniste) entamée par des réalisateurs comme David Cronenberg⁴ ou Shin'ya Tsukamoto⁵ : quelle sera la prochaine évolution humaine intégrant les progrès technologiques comme scientifiques ? Dépasserons-nous le simple stade de créature genrée/sexuée telle que nous la classifions aujourd'hui ? Ducournau est, au travers de son second long-métrage, l'héritière d'une tradition cinématographique riche et puissante mais privée d'accès au grand public durant des années. Elle nous pose moult questions dans *Titane* ; à nous d'interpréter son œuvre pour y réfléchir.

- 1 Si Jane Campion a en effet reçu la Palme d'or en 1993 pour *La leçon de Piano*, elle a partagé le prix avec Chen Kaige pour *Adieu ma concubine*.
- 2 Le terme est attribué aux notions de série B, voire de cinéma d'exploitation. En francophonie, il est souvent associé au cinéma d'horreur et éloigné du cinéma dit « grand public ».
- 3 Critique belge de cinéma et journaliste culturel, souvent dithyrambique à propos d'œuvres réalisées et/ou portées par des minorités. C'est donc uniquement pour son manque d'attirance vers le cinéma de genre qu'il est cité ici.
- 4 Réalisateur canadien, notamment de *Crash*, *The Fly* et *Vidéodrome*.
- 5 Réalisateur japonais, notamment de la trilogie *Tetsuo*.

LE 8 MARS EN RÉGIONALE

PAR STÉPHANIE ARDU // ANIMATRICE DU BUREAU LIÉGEOIS DES FEMMES

Au cours de la semaine de la journée internationale de la lutte pour les droits des femmes, le Bureau des Femmes de la FGTB Liège-Huy-Waremme a organisé trois événements



06/03 : MOBILISONS POUR LES « ÉDITATHONS » !

Le Bureau des Femmes a organisé un Marathon d'édition collaboratif en partenariat avec la Bibliothèque Encyclopédique de Liège (B3) et les Territoires de la Mémoire, avec le soutien de l'IHOES, de Wikimedia Belgium et des *sans pagEs*, dans le cadre du projet « Encyclopédie des femmes ». Leur objectif : contribuer à la visibilité des femmes sur Wikipedia.

Le saviez-vous ? Si Wikipedia est l'un des sites les plus visités au monde, en 2020, seules 18% des biographies disponibles sur cette encyclopédie en ligne étaient consacrées à des femmes. Durant cet éditathon consacré aux femmes, de nombreux articles ont été créés, corrigés et enrichis.

07/03 : TABLE RONDE – FEMMES ET EXTRÊME DROITE

Quelle influence a la féminisation des figures de l'extrême droite sur les citoyen-ne-s ? L'extrême droite au pouvoir, quelles conséquences pour les femmes ?

Politiciennes, militantes ou influenceuses sur les réseaux sociaux, qui sont ces figures féminines de l'extrême droite en Europe ? Quels nouveaux dangers représentent-elles ?

Intervenantes : Juliette Léonard, chargée de recherche au CVFE et Marylise Wauters, formatrice, animatrice et chargée de projet chez AFICO.

Le Bureau des Femmes de la FGTB Liège-Huy-Waremme a souhaité analyser le paradoxe des femmes prônant l'extrême droite : respectivement leadeuses et cibles.

08/03 : CYCLOPARADE

Dans le cadre de la journée internationale des droits des femmes, pour la 7^{ème} année consécutive, la plateforme « Collectives et Ardentes »¹ a organisé une cycloparade féministe : une forme de manifestation à pied mais aussi en vélo, cuistax, fauteuil roulant qui

rappelle symboliquement que les droits des femmes et des minorités de genre, passent notamment par la liberté de se déplacer en sécurité – un droit fragile en Belgique comme partout ailleurs.

L'Édition 2024 a eu à cœur de défendre LES DROITS ÉCONOMIQUES DES FEMMES, comme garants de la dignité pour toutes et tous.

La précarité, c'est à dire le manque d'accès aux moyens pour vivre une vie digne, touche de manière plus importante les femmes qui sont au croisement de plusieurs sources d'inégalités sociales : temps partiels, CDD, intérim, retraites incomplètes, métiers du soin aux autres, du social et de la culture, travail domestique et soin à la famille, etc.

Ce qui peut sembler être un choix est en réalité le résultat d'injonctions tant culturelles qu'économiques, comme le fait que les femmes soient à la tête de 80% des familles monoparentales.

Les femmes subissent des discriminations de manière structurelle : inégalités salariales de 23%, métiers sous-valorisés, statut de cohabitante, manque de structures d'accueil pour les enfants, ...

Mais également de façon interpersonnelle : les violences économiques dans le couple et la famille sont également une des causes directes de la perte de puissance économique des femmes.

Rien de tout ça n'existerait si l'égalité entre toustes était une réalité, ancrée dans les mœurs comme dans les mesures politiques !²



- 1 La plateforme est composée de plusieurs associations féministes liégeoises <https://cycloparade.be/qui-sommes-nous/>
- 2 https://igvm-iefh.belgium.be/fr/recherches/gender_mainstreaming

SALUT À TOI CAMARADE,

Si tu veux approfondir la question du féminisme et de ses multiples facettes, voici quelques ressources intéressantes



AVEC DES DESSINS C'EST PLUS SYMPA !

Commençons par *Les Culottées* de Pénélope BAGIEU pour découvrir ces femmes badass qui ont fait l'Histoire avec un grand H mais qu'on a vite fait d'oublier; accessibles en BD et sur YouTube.

Libres ! d'Ovidie et Deglee est un trésor de drôlerie mais peut aussi te faire grincer des dents: les auteures s'en donnent à cœur joie pour tordre le cou aux idées toutes faites sur la sexualité hétéronormée et aux diktats contre le corps des Femmes; disponible également en BD et sur YouTube.

SUR LES RÉSEAUX

Tu peux avoir accès à énormément d'informations féministes sur les réseaux sociaux et Instagram est particulièrement riche en comptes dédiés avec des noms tels que *@olympereve* pour des visuels percutants sur l'actu, *@wicul_* sur la sexualité, *@lesgrenades* pour des sujets ancrés dans la réalité belge, *@period.studio* avec ses interviews courtes et claires.

ET DANS TES OREILLES ?

Avec Insta, les plateformes de podcasts sont « The place to be » quand tu veux écouter des histoires, des analyses et des débats sur les questions de genres. *Les couilles sur la table* est un des fondamentaux avec ses sujets très fouillés sur le patriarcat, la charge mentale et bien d'autres sujets. *Blyss.stories* propose une approche de la maternité et de la grossesse en pleine connaissance de cause, *Paumé-e*, une production belge, propose de découvrir le travail et les combes de féministes belges contemporaines.

DU CÔTÉ DE LA LITTÉRATURE

Le travail impressionnant de Lisette et Julie Lombé, auteures belges, sœurs dans la vie et dans leurs combats est un réel plaisir à lire et entendre : à la croisée entre slam, poésie et punk, leurs textes et spectacles vous retournent le cerveau et le reste. De Lisette Lombé, citons *Eunice* aux Editions du Seuil, parcours troublant d'une jeune étudiante liégeoise en quête de vérité sur sa mère. Julie écrit elle aussi des romans et son livre, *La méthode Slam*, parue aux Editions du Pétrichor, vous donne les clefs d'un art exutoire qui permet d'extirper du plus profond des femmes (et des hommes) des émotions et des témoignages poignants.

AVEC DES OUTILS ACCESSIBLES, CE N'EST PAS MAL NON PLUS !

Pour comprendre les bases des questions de Genre(s), le site du *Monde selon les femmes* regorge de pépites notamment leurs articles en lien avec l'actu et leurs brochures si tu veux aller plus loin.

Les publications de *Soralia* et de *Vie féminine* sont aussi très fouillées et toujours en lien avec les changements de société.

Bonnes découvertes !

CAMARADE !

Camarade ! est un journal d'actualité et de réflexion syndicale par et pour les jeunes syndicalistes, édité par les Jeunes FGTB.

Notre objectif : traiter de l'actualité syndicale d'un point de vue jeune, mais aussi de proposer des réflexions sur le syndicalisme, le capitalisme, l'antifascisme, le sexisme, le racisme, l'écologie et bien d'autres thématiques.

Camarade !, ce n'est pas seulement un journal papier, c'est aussi un WebMédia qui proposera du contenu entre chaque numéro.

Camarade ! est ouvert aux publications extérieures. Envie de participer ? N'hésite pas à soumettre ta contribution (qu'elle soit une analyse politique, un travail artistique ou autre) au Comité de rédaction du journal.

communicationjeunes@jeunes-fgtb.be



Secrétariat général des Jeunes FGTB

Rue Haute, 42 – 1000 Bruxelles
02/506 83 92
jeunes@jeunes-fgtb.be

Bruxelles

Rue de Suède, 45 – 1060 Bruxelles
02/552.03.63
jeunes.Bruxelles@fgtb.be

Brabant Wallon

Rue du Géant, 4 Boîte 2 – 1400 Nivelles
067/21 63 73
brabant-wallon@jeunes-fgtb.be

Centre

Rue H. Aubry, 23 – 7100 Haine-St-Paul
064/23 61 19
centre@jeunes-fgtb.be

Charleroi

Rue du Grand Central, 91 – 6000 Charleroi
071/231 277
Marie.SCHIAVON@fgtb.be

Liège

Place St Paul, 9/11 – 4000 Liège
08/009 00 45
jeunes.liege@fgtb.be

Luxembourg

Rue des Martyrs, 80 – 6700 Arlon
063/24.22.59
fgtb-luxembourg@fgtb.be

Mons-Borinage

Rue Lamir 18-20 – 7000 Mons
065/32.38.83
mons@jeunes-fgtb.be

Namur

Rue St Nicolas, 84 – 5000 Namur
081/64 99 56
namur@jeunes-fgtb.be

Verviers

Pont aux Lions 23, Galerie des Deux Places – 4800 Verviers
087/63 96 54
verviers@jeunes-fgtb.be

Wallonie-Picarde

Rue du Crampon, 12A – 7500 Tournai
069/88 18 04
tournai@jeunes-fgtb.be

Un journal des Jeunes FGTB

 camarade.be  @CamaradeWebMedia

 **JEUNES**
FGTB s'unir
lutter
gagner

Graphisme et mise en page : Nina Schwab

 @ninanarchist  s291nina@hotmail.com

